



PROCÈS-VERBAL

SÉANCE DU 26 SEPTEMBRE 2024

*CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE DE ROUEN*

ORDRE DU JOUR

1.	Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 21 juin 2024	3
2.	Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration.....	4
3.	Plan de formation 2023-2025 des agents de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S.....	5
4.	Affectation définitive des résultats 2022 sur l'exercice 2024 - Budget du S.S.I.A.D.....	7
5.	Décision modificative n°1 - Budget S.S.I.A.D.	9
6.	Affectation définitive des résultats 2022 sur l'exercice 2024 - Budget E.S.A.....	12
7.	Décision modificative n°1 - Budget E.S.A.	13
8.	Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de carburants et prestations associées - Autorisation signature.....	15
9.	Modification du tableau des emplois, création d'un contrat de projet au service des Aînés et mise à disposition de personnel.....	17
10.	Création d'un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.).....	19
11.	Convention d'adhésion à l'Association des Médiateurs Européens-Médiateur de la consommation- Autorisation signature.....	23
12.	Charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime-Précarité alimentaire- Autorisation adhésion.....	24
13.	Demande de subvention pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de la Direction Départemental de l'Emploi du Travail et des Solidarités.....	26
14.	Lettre de mission de Madame la Vice -Présidente	27

Le 26 septembre 2024 à 14h38 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Amèle MANSOURI

Étaient représentés : Madame Zohra AMIMI, ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE,
Madame Marie DESBORDES, ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD,
Madame Marie-Françoise MARCASSIN, ayant donné pouvoir à Madame LELAIT Martine
Madame Félicie RENON, ayant donné pouvoir à Madame Amèle MANSOURI
Monsieur Jean- Pierre TRÉDET, ayant donné pouvoir à, Madame Hortense HECTOR
Madame Mireille VACHE-PICAT, ayant donné pouvoir à Béatrice BOCHET

Était excusés : Madame Béatrice BOCHET, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL,

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 19 septembre 2024

J'ai l'honneur de vous rendre compte ci-après des sujets abordés lors de la réunion du Conseil d'Administration du 26 septembre 2024. Il est demandé aux Administrateurs de bien vouloir formuler leurs observations ou de mentionner les rectifications à prendre en compte avant l'adoption du procès-verbal de cette séance.



1. Adoption du procès-verbal du Conseil d'Administration du 21 juin 2024

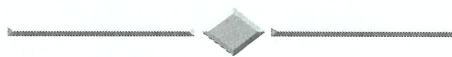
Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 21 juin 2024 est adopté à l'unanimité.

Mme LELAIT souhaite préciser qu'il y a une erreur de formulation dans une phrase du sujet numéro 10 :

- la lettre de mission de Madame la Vice-Présidente.

En effet, il conviendrait de formuler la phrase suivante au passé au lieu du futur.: « Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du jeudi 26 septembre 2024 Madame la Vice-Présidente présentera un nouveau point d'étape qui sera notifié dans le procès-verbal. »

Madame la Vice-Présidente indique que la correction sera prise en compte et remercie Mme LELAIT pour sa vigilance



Madame la Vice-Présidente propose aux membres présents de modifier l'ordre du jour de la manière suivante :

- « Plan de formation 2023-2025 des agents de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S. » sera traité en troisième
- « Information - Lettre de mission de Madame la Vice-Présidente » sera traité en dernier

2. Compte rendu des décisions prises dans le cadre de la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article R. 123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles, le Conseil d'Administration a délégué ses pouvoirs à son Président, à sa Vice-Présidente et à sa Vice-Présidente déléguée lors de la séance du jeudi 25 avril 2024.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette délégation de pouvoirs, j'ai l'honneur de vous rendre compte en annexe des décisions prises.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R. 123-21 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à la délégation de pouvoirs consentie par le Conseil d'Administration,

VU les décisions prises présentées en annexe,

CONSIDÉRANT que Monsieur le Président, Madame la Vice-Présidente ou Madame la Vice-Présidente déléguée a rendu compte au Conseil d'Administration des décisions qu'il a été ou qu'elle a été amené. e à prendre, dans le cadre de la délégation visée ci-dessus, sur la période des mois de juin, juillet et août 2024.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Prend acte du compte rendu annexé



Présentation du Plan de formation par la Directrice Adjointe des Ressources Humaines de la Ville et du CCAS de Rouen.

3. Plan de formation 2023-2025 des agents de la Ville de Rouen et de son C.C.A.S.

Conformément à la législation en vigueur, la Ville et le C.C.A.S. de Rouen établissent au profit de leurs agents un plan de formation triennal, réajusté chaque année lors des rencontres de la Direction des ressources humaines avec les directions métiers, dans une logique d'adaptation régulière, d'anticipation des mobilités internes et externes et d'accompagnement des parcours professionnels.

Le plan de formation 2023-2025 vise à répondre à la fois aux orientations stratégiques de la Ville et du C.C.A.S. avec prise en compte pour l'année concernée non seulement des évolutions organisationnelles prévisionnelles, des besoins collectifs exprimés dans chaque direction par l'encadrement dans le cadre de l'évolution d'un service ou d'un projet particulier, mais aussi des besoins individuels des agents exprimés lors de l'entretien professionnel annuel.

La présente délibération vise donc à informer le Conseil d'Administration du contenu du plan de formation 2023-2025 de la Ville et du C.C.A.S. de Rouen. Ce plan traduit les besoins individuels et collectifs de formation autour des 5 axes prioritaires suivants :

- Accompagner les grandes transitions territoriales : écologiques, sociétales (handicap et égalité femmes/hommes et lutte contre les discriminations) et numériques
- Renforcer les compétences managériales en développant une culture managériale commune
- Adapter et développer les compétences liées à l'évolution des métiers
- Accompagner la mobilité et l'évolution professionnelle
- Préserver les conditions de travail, assurer la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité et développer la culture du risque

Le plan de formation 2023-2025, annexé au projet de délibération, est structuré en six parties préalablement introduites par un préambule présentant la structuration et la démarche dynamique pilotée par la Direction des ressources humaines pour adapter les actions de formation aux besoins des services et des agents :

- Préambule présentant :
 - les objectifs de la formation individuelle
 - la démarche d'élaboration du plan de formation
 - les principes de mise en œuvre du plan de formation
- La formation de professionnalisation tout au long de la carrière et la formation de perfectionnement :
 - les formations collectives
 - les formations individuelles
- La formation d'intégration
- La formation de professionnalisation au 1er emploi ou de prise de poste à responsabilité
- Les actions d'actualisation des savoirs de base
- Les dispositifs de formation à caractère personnel :

- la validation des acquis de l'expérience
 - le bilan de compétences
 - le congé de formation professionnelle
 - le compte personnel de formation
 - la disponibilité pour études ou recherches d'intérêt général
- La formation de préparation aux concours et examens professionnels de la fonction publique.

Le Conseil d'Administration est invité à :

1. Adopter le plan de formation 2023-2025 selon le dispositif présenté en annexe
2. Inscrire les crédits correspondants au budget principal et aux budgets annexes du C.C.A.S.
3. Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tout acte de gestion en lien avec ce plan.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-22,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L423-3,

VU le Code du Travail et notamment les articles L 6111-1 à L 6422-10,

VU le Décret n° 2007-1845 du 26/12/2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la Fonction Publique Territoriale,

VU les Décrets n° 2008-512 et n° 2008-513 relatifs à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

VU le Décret n° 2008-830 du 22/08/2008 relatif au livret individuel de formation,

VU le Décret n° 2022-1043 du 22 juillet 2022 relatif à la formation et l'accompagnement personnalisé des agents publics en vue de favoriser leur évolution professionnelle,

VU l'avis du Comité Social Territorial en date du 12/10/2023.

CONSIDÉRANT que l'élaboration d'un plan de formation au profit de leurs agents est une obligation légale pour les collectivités territoriales,

CONSIDÉRANT que le plan de formation doit être présenté pour information à l'assemblée délibérante,

CONSIDÉRANT que le plan de formation 2023-2025 de la Ville et du CCAS de Rouen, présenté en Comité Social Territorial du 12/10/2023, vise à conforter la démarche dynamique engagée pour développer et renforcer les compétences acquises et les expertises des agents et pour anticiper les évolutions identifiées dans les services en cohérence avec les orientations stratégiques et les axes prioritaires de formation.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- 1- Adopte le plan de formation 2023-2025 selon le dispositif présenté en annexe
- 2- Inscrit les crédits correspondants au budget principal et aux budgets annexes du C.C.A.S.
- 3- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer tout acte de gestion en lien avec ce plan.

Mme LELAIT remarque l'absence du syndrome de Diogène dans les thématiques abordées dans ce plan de formation.

Mme la Directrice du CCAS précise que les techniciens du CCAS ont participé à une journée de sensibilisation sur cette thématique qui était organisée par le CLIC.

Mme ALAZARD s'interroge sur la formation de l'accueil des personnes en situation de handicap, sur la formation des ASTEM, des professionnels, mais également sur l'accueil des plus jeunes en maternelle.

Mme la Vice-Présidente précise que ce sujet de l'enfance pourra être évoqué au COPIL cité éducative. De plus la Directrice Adjointe des Ressources Humaines et le Directeur Général Adjoint du Pôle Enfance Solidarité et Citoyenneté de la Ville de Rouen indiquent qu'en plus de ce plan de formation avec le CNFPT les agents ont également la possibilité de bénéficier de formations soit par le biais d'autres organismes soit par le biais de nos partenaires, parfois à titre gratuit.



Présentation du PowerPoint des rapports financiers par le chargé de mission budgétaire du CCAS de Rouen en annexe du présent Procès-verbal.

4. Affectation définitive des résultats 2022 sur l'exercice 2024 - Budget du S.S.I.A.D.

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Pour les budgets tarifés par l'Agence Régionale de Santé (Service de Soins Infirmiers A Domicile – ou S.S.I.A.D., et Equipe Spécialisée Alzheimer – ou E.S.A.), l'affectation du résultat de fonctionnement est d'abord proposée par le gestionnaire (le C.C.A.S.) puis validé par l'autorité de tarification (l'A.R.S.). Le résultat de la section d'investissement est quant à lui simplement reporté sur l'exercice suivant et ne donne pas lieu à validation de l'autorité de tarification.

Même lorsque l'affectation du résultat de fonctionnement est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Ainsi, la proposition d'affectation des résultats doit être votée par le CCAS lors de la séance du vote du compte administratif en N+1. Or, la décision motivée par laquelle l'autorité de tarification valide et affecte le résultat intervient, dans la plupart des cas, en N+2.

La procédure d'affectation du résultat de fonctionnement des E.S.S.M.S. (Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux) tarifés par l'A.R.S. s'effectue alors en deux temps :

- Dans un premier temps, le conseil d'administration adopte une délibération de proposition d'affectation de résultat (5^o de l'article L. 315-1 2 du CASF). Cette proposition a été votée le 14 avril 2023 pour les résultats 2022.

Cette délibération est ensuite transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire et à

l'autorité de tarification qui décide ensuite de l'affectation à retenir, celle-ci pouvant modifier l'affectation de résultat proposée par le C.C.A.S.

- Dans un second temps, le conseil d'administration doit reprendre la décision d'affectation du résultat validée par l'autorité de tarification dans le cadre d'une nouvelle délibération, dite « d'affectation définitive ».

Le rapport d'analyse de l'autorité de tarification (l'Agence Régionale de Santé), reçu en juin 2024, qui retient le résultat à affecter pour l'exercice 2022 est annexé à la présente délibération. Les modifications à effectuer à la première délibération d'affectation des résultats pour l'exercice 2022 sont présentées comme suit.

Lors du vote du compte administratif 2022 du budget du S.S.I.A.D., les résultats suivants ont été approuvés :

- Le résultat de la section de fonctionnement à affecter est de 60.751,29 €.
- Le résultat de la section d'investissement à affecter est de 47.412,59 € pour l'exercice 2022. Ce montant a déjà été reporté sur la section d'investissement du budget 2023.

Section de fonctionnement :

Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat à affecter de 60.751,29 € pour l'année 2022.

L'affectation de ce résultat excédentaire sur l'exercice N+2 (2024) a été proposée à l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé), qui a retenu l'affectation suivante dans son rapport d'analyse :

Compte	Libellé	Proposition CCAS	Retenu ARS
Compte 110	Report à nouveau	0,00 €	30 375,65 €
Compte 111	Excédent affecté au financement de mesures d'exploitation non reductibles	30 751,29 €	0,00 €
Compte 10686	Réserves de compensation des déficits	30 000,00 €	30 375,64 €
Total		60 751,29 €	60 751,29 €

Section d'investissement :

Le résultat d'investissement excédentaire de 47.412,59 € a été repris sur l'exercice N+1 (2023) dans le cadre de la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles R.123-20 et R.315-12,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 14 avril 2023 relative à la proposition d'affectation de résultat 2022,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé qui retient le résultat de fonctionnement 2022 à affecter,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2022 sur l'exercice 2024 pour le budget du S.S.I.A.D.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement 2022 retenu par l'Agence Régionale de Santé, constaté au compte administratif 2022 à hauteur de 60.751,29 € pour le budget du S.S.I.A.D. de la manière suivante :
 - o Au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » pour 30.375,65 €,
 - o Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour 30.375,64 €.

Le résultat d'investissement excédentaire 2022 d'un montant de 47 412,59 € a déjà été repris sur l'exercice 2023 dans le cadre de la décision modificative n°1 de l'exercice 2023 au compte 001 « Résultat d'investissement à reporter ».



5. Décision modificative n°1 - Budget S.S.I.A.D.

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2022 et de reporter le résultat d'investissement 2023 au budget 2024 du Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2023 lors du vote du budget initial 2024.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 1 557 311 € soit +89 335 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : +30 375,65 €

- Reprise du résultat d'exploitation excédentaire de l'année 2022 comme indiqué dans le rapport A.R.S. L'affectation définitive du résultat de fonctionnement de l'exercice N-2 fait l'objet d'une délibération distincte.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

- En raison de la réforme de la tarification des Services de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) toujours en cours, l'A.R.S. ne pourra pas communiquer la dotation globale prévisionnelle pour

l'exercice 2024 avant la fin d'année. La prévision d'augmentation se base sur l'augmentation constatée entre les exercices 2022 et 2023. La tarification se base dorénavant sur une partie fixe liée au nombre de places et sur une partie variable liée aux types de patients traités.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € soit +15 359,35 €

- Augmentation de la prévision des recettes de l'assurance statutaire, en raison de l'absentéisme constaté sur certains postes.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € soit +2 400 €

- Augmentation des crédits liés à la prise en charge des frais de déplacement, selon les dispositions du règlement Ville/C.C.A.S. augmentant la part employeur adopté au début du 2ème trimestre (+1,4 K€).
- Ajustement concernant l'achat de petites fournitures médicales, gants et masques de protection (+1 K€).

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 433 218 € soit +88 600 €

- Les patients pris en charge par le S.S.I.A.D. sont libres de choisir, pour des soins infirmiers, soit les infirmières salariées du S.S.I.A.D., soit des infirmières libérales conventionnées avec le S.S.I.A.D. Dans ce 2ème cas le S.S.I.A.D. règle leurs honoraires aux infirmiers libéraux sur son budget propre, grâce à la dotation globale de fonctionnement, qui inclut ces prestations. Pour 2024, le budget alloué aux honoraires des libéraux doit être augmenté à 150 K€ (+50K€ par rapport au budget primitif).
- Selon l'exécution constatée au 1er semestre, une enveloppe supplémentaire de 38,6 K€ est inscrite au présent chapitre afin d'assurer le paiement des traitements et des charges sociales du personnel.

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 91 093 € soit -1 665 €

- Le coût de l'assurance statutaire des personnels du S.S.I.A.D. est inférieur de 1,6K€ au montant inscrit au budget primitif. La somme de 1 665 € peut être retranchée de la prévision initiale.

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 8 108 € (inchangé)

- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles inchangées.

Investissement : 62 144,82 € soit +54 036,82 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 €

- Reprise du résultat de la section d'investissement 2023.

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 8 108 € (inchangé)

- Amortissements des immobilisations inchangé.

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € soit +30 000 €

- Positionnement de +30 K€ pour permettre au S.S.I.A.D. d'acquérir un nouveau logiciel de gestion des soins,
- Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 27 144,82 € soit +24 036,82 €
- Achat de mobiliers, de matériels informatiques, et de matériels amortissables divers.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,
VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget du S.S.I.A.D.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2022 du S.S.I.A.D.,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 1 557 311 € soit +89 335 €.

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat d'exploitation reporté » : +30 375,65 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 1 460 076 € soit +43 600 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 66 859,35 € soit +15 359,35 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 33 000 € soit +2 400 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 1 433 218 € soit +88 600 €

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 91 093 € soit -1 665 €

Chapitre 016 « Dépenses d'ordre entre section » : 8 108 € (inchangé)

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 62 144,82 € soit +54 036,82 €.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : +54 036,82 €

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 8 108 € (inchangé)

Dépenses :

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 35 000 € soit +30 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 27 144,82 € soit +24 036,82 €



6. Affectation définitive des résultats 2022 sur l'exercice 2024 - Budget E.S.A.

Pour les budgets annexes relevant de la nomenclature M22, les modalités d'affectation des résultats sont fixées par les articles R. 314-51 à 314-55 et R. 314-74 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Pour les budgets tarifés par l'Agence Régionale de Santé (Service de Soins Infirmiers A Domicile – ou S.S.I.A.D., et Equipe Spécialisée Alzheimer – ou E.S.A.), l'affectation du résultat de fonctionnement est d'abord proposée par le gestionnaire (le C.C.A.S.) puis validée par l'autorité de tarification (l'A.R.S.). Le résultat de la section d'investissement est quant à lui simplement reporté sur l'exercice suivant et ne donne pas lieu à validation de l'autorité de tarification.

Même lorsque l'affectation du résultat de fonctionnement est décidée par l'autorité de tarification, cette décision doit être reprise dans le cadre d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement. Ainsi, la proposition d'affectation des résultats doit être votée par le C.C.A.S. lors de la séance du vote du compte administratif en N+1. Or, la décision motivée par laquelle l'autorité de tarification valide et affecte le résultat intervient, dans la plupart des cas, en N+2.

La procédure d'affectation du résultat de fonctionnement des E.S.S.M.S. (Etablissements Sociaux et Médico-Sociaux) tarifés par l'A.R.S. s'effectue alors en deux temps :

- Dans un premier temps, le conseil d'administration adopte une délibération de proposition d'affectation de résultat (5^o de l'article L. 315-1 2 du CASF). Cette proposition a été votée le 14 avril 2023 pour les résultats 2022.

Cette délibération est ensuite transmise au contrôle de légalité pour être rendue exécutoire et à l'autorité de tarification qui décide ensuite de l'affectation à retenir, celle-ci pouvant modifier l'affectation de résultat proposée par le C.C.A.S.

- Dans un second temps, le conseil d'administration doit reprendre la décision d'affectation du résultat validée par l'autorité de tarification dans le cadre d'une nouvelle délibération, dite « d'affectation définitive ».

Le rapport d'analyse de l'autorité de tarification (l'Agence Régionale de Santé), reçu en juin 2024, qui retient le résultat à affecter pour l'exercice 2022 est annexé à la présente délibération. Les modifications à effectuer à la première délibération d'affectation des résultats pour l'exercice 2022 sont présentées comme suit.

Lors du vote du compte administratif 2022 du budget de l'E.S.A., les résultats suivants ont été approuvés :

- Le résultat de la section de fonctionnement fait apparaître un résultat excédentaire de 39.079,19 € pour l'exercice 2022.
- Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

L'affectation de ce résultat excédentaire sur l'exercice N+2 (2024) a été proposée à l'A.R.S. (Agence Régionale de Santé), qui a retenu l'affectation suivante dans son rapport d'analyse :

Compte	Libellé	Proposition C.C.A.S.	Retenu A.R.S
Compte 110	Report à nouveau	19 079,19 €	19 539,60 €
Compte 10686	Réserves de compensation des déficits	20 000,00 €	19 539,59 €
Total		39 079,19 €	39 079,19 €

Le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé, reçu en juin 2024, est annexé au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 14 avril 2023 relative à la proposition d'affectation de résultat 2022,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse de l'Agence Régionale de Santé qui retient le résultat de fonctionnement 2022 à affecter,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de procéder à l'affectation définitive du résultat de fonctionnement constaté au compte administratif 2022 sur l'exercice 2024 pour le budget de l'E.S.A.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Approuve l'affectation définitive du résultat de la section de fonctionnement 2022 retenu par l'Agence Régionale de Santé, constaté au compte administratif 2021 à hauteur de 39.079,19€ pour le budget de l'E.S.A. de la manière suivante :
 - Au compte 110 « Report à nouveau (solde créditeur) » pour 19.539,60 €
 - Au compte 10686 « Réserve de compensation » pour 19.539,59 €.



7. Décision modificative n°1 - Budget E.S.A.

La présente Décision Modificative a pour objet de reprendre le résultat de fonctionnement 2022 de l'Equipe Spécialisée Alzheimer (E.S.A.) mais aussi d'ajuster et de réviser les prévisions effectuées en octobre 2023 lors du vote du budget initial 2024.

Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 207 146 € soit -3 450 €

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +19 539,60 €

- Reprise du résultat d'exploitation excédentaire de l'année 2022 comme validé par l'A.R.S. dans son rapport.

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 184 506,40 € soit -23 989,60 €

- Au vu de la reprise du résultat d'exploitation reporté de 19,5 K€, la part de la dotation globale de soins A.R.S. pour le S.S.I.A.D. et l'Equipe Spécialisée Alzheimer affectée à l'E.S.A. peut être diminuée de près de -24K€. Ce montant sera suffisant pour couvrir le financement de l'E.S.A. en 2024.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 € soit +1 000 €

- Ajustement sur le calcul de la part salariale des tickets restaurant.

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 5 900 € soit -1 000 €

- Ajustement des crédits inscrits pour les carburants des deux véhicules de service (-1K€).

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 181 576 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 19 670 € soit -2 450 €

- Le coût de l'assurance statutaire des personnels de l'E.S.A. est inférieur de 2,45 K€ au montant inscrit au budget primitif. Ce montant peut par conséquent être retranché de la prévision initiale.

Le budget de l'E.S.A. ne comporte pas de section d'investissement.

Ladite Décision Modificative n°1 est annexée au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 20 octobre 2023 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget de l'ESA,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget de l'ESA,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 19 avril 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget de l'ESA,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'affectation définitive du résultat de fonctionnement 2022 de l'ESA,

CONSIDÉRANT les ajustements présentés ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES adopte la décision modificative n°1 pour l'exercice 2024, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 207 146 € soit -3 450 €.

Recettes :

Chapitre 002 « résultat d'exploitation reporté » : +19 539,60 €

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 184 506,40 € soit -23 989,60 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 3 100 € soit +1 000 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 5 900 € soit -1 000 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 181 576 € (inchangé)

Chapitre 016 « Dépenses afférentes à la structure » : 19 670 € soit -2 450 €

Investissement :

Le budget de l'Equipe Spécialisée Alzheimer ne comporte pas de section d'investissement.



8. Convention constitutive d'un groupement de commandes pour la fourniture de carburants et prestations associées - Autorisation signature

Sur le plan économique, il apparaît opportun de grouper les commandes de carburants et prestations associées de plusieurs collectivités soumises au Code de la Commande Publique. Ainsi, il est nécessaire de réaliser un groupement de commandes au titre des articles L. 2113-6 à L.2113-8 dudit Code.

La convention a pour objet de définir les modalités de constitution et de fonctionnement du groupement de commandes pour la fourniture de carburants entre les Communes de Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Elbeuf-sur-Seine, Darnétal, Saint-Pierre-Lès-Elbeuf, Bihorel, Rouen et son C.C.A.S., Oissel-sur-Seine et son C.C.A.S., Maromme, Notre-Dame-De-Bondeville, Saint-Aubin-Lès-Elbeuf,

Caudebec-Lès-Elbeuf, Cléon, Sotteville-Lès-Rouen, la Métropole Rouen Normandie, et les Transports de l'Agglomération Elbeuvienne (T.A.E.).

Il est notamment convenu que :

- La commune de Rouen est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnatrice,
- La Commission d'Appel d'offres (C.A.O.) compétente sera celle de la commune de Rouen,
- Le groupement de commandes est constitué jusqu'à la notification du marché,
- Chaque membre est seul responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent pour les opérations d'exécution dont il se charge en son nom propre et pour son propre compte.

Ladite convention est annexée au projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture de carburants et prestations associées entre les communes de Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Elbeuf-sur-Seine, Darnétal, Saint-Pierre-Lès-Elbeuf, Bihorel, Rouen et son C.C.A.S., Oissel-sur-Seine et son C.C.A.S., Maromme, Notre-Dame-De-Bondeville, Saint-Aubin-Lès-Elbeuf, Caudebec-Lès-Elbeuf, Cléon, Sotteville-Lès-Rouen, la Métropole Rouen Normandie, et les Transports de l'Agglomération Elbeuvienne (T.A.E.).
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer les éventuels avenants à cette convention.
- Autoriser l'inscription des crédits nécessaires sur les comptes « carburants » 60622 du budget principal et 60621 des budgets annexes.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

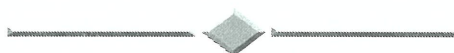
VU le Code de la Commande Publique,

CONSIDÉRANT l'opportunité pour le C.C.A.S. de Rouen de mettre en place un groupement de commandes pour la fourniture de carburants et prestations associées,

CONSIDÉRANT la convention constitutive du groupement de commandes,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes pour la fourniture de carburants et prestations associées entre les communes de Grand-Quevilly, Petit-Couronne, Elbeuf-sur-Seine, Darnétal, Saint-Pierre-Lès-Elbeuf, Bihorel, Rouen et son C.C.A.S., Oissel-sur-Seine et son C.C.A.S., Maromme, Notre-Dame-De-Bondeville, Saint-Aubin-Lès-Elbeuf, Caudebec-Lès-Elbeuf, Cléon, Sotteville-Lès-Rouen, la Métropole Rouen Normandie, et les Transports de l'Agglomération Elbeuvienne (T.A.E.),
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer les éventuels avenants à cette convention sans incidence financière.
- Dit que les crédits nécessaires seront inscrits sur les comptes « carburants » 60622 du budget principal et 60621 des budgets annexes.



9. Modification du tableau des emplois, création d'un contrat de projet au service des Aînés et mise à disposition de personnel

➤ Tableau des emplois :

Dans un souci d'amélioration continue du service rendu au public, de consolidation de la cohésion et d'un accompagnement renforcé des équipes de proximité, des ajustements de postes sont nécessaires pour optimiser le fonctionnement du Service Actions et Insertion Sociales.

Il est proposé d'intégrer au tableau des emplois du C.C.A.S. les modifications suivantes suite au C.S.T. :

- la transformation du poste de Responsable de l'UTS QPV en poste de responsable des trois UTS, même cadre d'emploi des Conseillers socio-éducatifs ;
- la transformation du poste de Responsable de l'UTS Rive Droite, en poste de responsable adjointe du responsable des trois UTS, même cadre d'emploi des Conseillers socio-éducatifs ;
- la transformation du poste de chargé de mission, en poste de Responsable de la cellule Accueil/Logement, même cadre d'emploi des Assistants socio-éducatifs.

Il est également proposé de prendre en compte les avancements de grades 2024.

➤ Mesure nouvelle sans impact sur le tableau des emplois :

Le Code Général de la Fonction Publique (articles L-332-24 à L332-26) ainsi que le décret 2020-172 du 27 février 2020 relatif aux contrats de projet dans le Fonction Publique ouvrent aux collectivités territoriales, la possibilité de créer des emplois non permanents destinés à mener à bien un projet spécifique identifié. Ces emplois, d'une durée déterminée, sont pourvus par des agents recrutés par le biais de contrats dits de projet.

Afin d'apporter un appui au chef de service de la Maison des Aînés dans un contexte de retraite progressive d'activité, il est proposé d'avoir recours à un contrat de projet de chargé.e de mission . Cet emploi relèvera du cadre d'emplois des Attachés, des Conseillers socio-éducatifs et des Cadres de santé.

Ses missions principales seront de :

- Participer au pilotage du service et au développement de la transversalité avec les autres services de la D.S.C.S. - C.C.A.S. et les autres directions de la Ville,
- Piloter l'actualisation du projet de service avec les équipes des différents services,
- Suivre les projets en lien avec la lutte contre l'isolement, le développement de l'aller-vers et la participation citoyenne des aînés,
- Participer à la gestion administrative du service, au suivi des conseils d'administration du C.C.A.S.

Cet emploi non permanent à temps non complet (70 %) d'un poste de chargé.e de mission-appui au pilotage du service des aînés est conclu pour une durée de 2 ans.

La rémunération est calculée sur la base de la grille indiciaire et des primes afférentes au grade concerné.

• Mise à disposition de personnel :

Le Centre Communal d'Action Sociale met à disposition de la Ville de Rouen, un Conseiller supérieur

socio-éducatif à temps plein pour y exercer les fonctions de Directeur du Centre Socio-Culturel Simone Veil. Cette mise à disposition, d'une durée d'un an, est établie à titre onéreux. Ladite convention est annexée au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

1. approuver les modifications du tableau des emplois, détaillées en annexe,
2. autoriser le recrutement d'un contrat de projet à 0,70ETP d'une durée de deux ans pour pourvoir un poste de chargé de mission-appui au pilotage du service des aînés au sein du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen,
3. préciser que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires de ces grades, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience,
4. autoriser, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans le tableau des emplois. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
5. préciser que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,
6. prendre acte de la mise à disposition à la Ville de Rouen, d'un Conseiller supérieur socio-éducatif à temps plein d'un an,
7. autoriser, Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant, à signer tout document relatif à la modification du tableau des emplois,
8. dire que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 du budget principal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L. 313-1 du Code Général de la Fonction Publique,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

VU l'Article 17 de la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019, sur la transformation de la Fonction Publique,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du 22 mars 2024 relative au tableau des effectifs,

VU l'avis du Comité Social Territorial,

VU le projet de modification du tableau des emplois ci-annexé,

CONSIDÉRANT qu'une modification du tableau des emplois s'avère nécessaire pour tenir compte des ajustements de la qualification des emplois,

CONSIDÉRANT la proposition d'adhésion au dispositif des contrats de projet.

CONSIDÉRANT la mise à disposition d'un Conseiller supérieur socio-éducatif à temps plein à la Ville de Rouen pour y exercer les fonctions de Directeur du Centre Socio-Culturel Simone Veil.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

1. décide d'approuver les modifications du tableau des emplois, détaillées en annexe,
2. autorise le recrutement d'un contrat de projet à 0,70ETP d'une durée de deux ans pour pourvoir un poste de chargé de mission-appui au pilotage du service des aînés au sein du Centre Communal d'Action Sociale de Rouen,
3. précise que les emplois créés seront pourvus par des fonctionnaires titulaires de ces grades, ou en l'absence de ces fonctionnaires par des agents contractuels justifiant nécessairement des diplômes requis pour se présenter aux concours correspondants au niveau du poste concerné ou d'une expérience,
4. autorise, en l'absence de candidature de fonctionnaires ou si la candidature d'un agent contractuel présente un avantage déterminant en matière d'expérience, de formation ou de compétence, le recrutement d'agents contractuels sur le fondement de l'article 3-3 dont les candidatures correspondent aux missions générales de l'emploi décrites dans le tableau des emplois. La rémunération sera fixée par le ou les cadres d'emplois ouverts pour chaque emploi,
5. précise que les dispositions autorisant le recours au recrutement d'agents contractuels suivront les évolutions réglementaires et législatives,
6. prend acte de la mise à disposition à la Ville de Rouen, d'un Conseiller supérieur socio-éducatif à temps plein d'un an,
7. autorise, Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant, à signer tout document relatif à cette décision,
8. DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 012 du budget principal.



Présentation du projet par la Responsable du service des Aînés du CCAS de Rouen qui sera annexée au présent Procès-verbal.

10. Création d'un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.)

La réforme des services autonomie s'inscrit dans un large contexte politique qui, depuis la loi de 2002, a connu des évolutions majeures : la loi ASV de 2015, la création de la 5^{ème} branche de la Sécurité Sociale confiée à la CNSA en 2020 et la promulgation de la loi « Bien Vieillir » en avril 2024, avec la création du Service Public Départemental de l'Autonomie (S.P.D.A.). Cela se traduit par une volonté de

renforcer le pilotage, d'améliorer la coordination, de développer la prévention et de soutenir le secteur du domicile.

L'article 44 de la loi n°2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la Sécurité Sociale pour 2022 a marqué un tournant pour les services d'aide et de soins à domicile.

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement des Services Autonomie à Domicile, et inclut, dans son annexe

3-0, le cahier des charges. Depuis le 30 juin 2023, la réforme des S.A.D. est entrée en vigueur. Au-delà du changement de nom, la réforme modifie les missions, les principes d'organisation et de fonctionnement des S.A.A.D. (Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile), des S.S.I.A.D. (Service de Soins Infirmiers À Domicile) et des S.P.A.S.A.D. (Service Polyvalent d'Aide et de Soins A Domicile). Ce changement introduit une distinction entre les :

- S.A.D. « mixtes » qui dispensent de l'aide et du soin,
- Les S.A.D. qui ne dispensent que de l'aide.

Le décret du 13 juillet 2023 précise que les S.A.A.D. existants sont réputés autorisés en tant que S.A.D. pour la durée restante de leur autorisation initiale, mais ils ont deux ans pour se mettre en conformité avec le cahier des charges à compter du 30 juin 2023.

Les S.S.I.A.D. ont un délai de 2 ans et demi pour s'adjoindre une activité d'aide, sans laquelle ils ne pourront poursuivre leur activité au-delà du 30 juin 2025. La demande d'autorisation en tant que S.A.D. « mixte » est à formuler jusqu'au 31 décembre 2025 après de l'Agence Régionale de Santé (A.R.S.) et du Conseil Départemental (C.D.).

Cette réforme concerne le S.S.I.A.D. et le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile (S.A.A.D.) gérés par le C.C.A.S.

Parmi les options proposées par la réforme pour constituer un S.A.D. « mixte » (rapprochement avec un autre gestionnaire soit par fusion, soit par création d'un G.C.S.M.S...), la plus cohérente pour le C.C.A.S. consiste à fusionner les autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement A Domicile pour créer un nouveau service répondant au cahier des charges, à la condition que le territoire d'intervention de ces différentes structures soient les mêmes. La couverture territoriale actuelle du S.A.A.D. (service prestataire) se limite aux 4 résidences autonomie, même si l'autorisation a été délivrée pour la totalité du territoire rouennais. Les aides à domicile devront donc intervenir également en dehors des résidences autonomie.

Les aspects techniques de la réforme :

- Les missions du S.A.D.

Elles sont définies dans le nouvel article D.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Les missions socles obligatoires :

- Aide et accompagnement dans les gestes de la vie quotidienne,
- Réponse aux besoins de soins,
- Aide à l'insertion sociale,
- Actions de prévention de la perte d'autonomie, de préservation, de restauration et de soutien à l'autonomie.

Les missions facultatives :

- Soutien aux aidants,
 - Peuvent assurer les missions de Centre Ressource Territorial (C.R.T.).
- Le financement sera composé de 3 volets :
- Les soins par l'A.R.S. dans le cadre de la réforme de la tarification des S.S.I.A.D. appliquée en 2023,
 - L'aide et accompagnement par le Département : tarif plancher A.P.A. + dotation qualité complémentaire (3€/h) si signature d'une Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens (C.P.O.M.),
 - La coordination par l'A.R.S. (temps de coordination...) dont le montant sera défini dans la C.P.O.M., selon les modalités d'organisation du S.A.D. pour assurer la coordination et la continuité de service.

La Conférence des financeurs pourra être sollicitée pour la partie prévention.

La signature d'une C.P.O.M. tripartite entre le gestionnaire du S.A.D., l'A.R.S. et le Conseil Départemental est obligatoire.

- Les modalités d'organisation d'un S.A.D. « mixte » :

Le cahier des charges des S.A.D. a pour objectif de renforcer la qualité des services à domicile avec l'ambition d'en faire l'un des piliers du virage domiciliaire. Il complète un certain nombre de règles et bonnes pratiques prévues par le C.A.S.F. par des dispositions spécifiques exigeantes visant à garantir un accueil de qualité :

- Des locaux répondant aux exigences d'accessibilité, permettant un accueil physique minimum de deux demi-journées par semaine à jours et heures fixes, un accueil téléphonique personnalisé ouvert au minimum 5 jours /7 sur une plage horaire de 7h / jour avec gestion de messages téléphoniques,
- Un fonctionnement intégré des prestations d'aide et de soin comprenant :
 - Une coordination entre les professionnels et une adaptation de l'organisation : nommer une responsable de la coordination aide et soin, un interlocuteur privilégié, des encadrants aide et soin,
 - Une mobilisation des outils nécessaires à la coordination : une grille d'évaluation, des outils numériques : dossier usager informatisé, outil de liaison à destination des intervenants de l'aide et du soin, des locaux permettant des formations et réunions d'équipe.
- Une inscription du S.A.D. dans l'offre sociale, médico-sociale et sanitaire proposée sur son territoire en formalisant des partenariats sous forme de conventions.

- Les échéances pour la mise en œuvre du S.A.D. « mixte » :

- Une information des équipes respectives sur le projet,
- Un pilotage du projet au moyen d'un COPIL, d'un COTECH, de réunions des équipes respectives,

- Une information aux directions concernées, aux organisations syndicales, le passage aux instances représentatives du personnel,
- La constitution du dossier de demande d'autorisation auprès de l'A.R.S. et le Conseil Départemental, nécessitant l'adaptation de tous les outils de la loi de 2002 au fonctionnement intégré du nouveau service, à déposer avant le 30/6/2025 pour un démarrage au 01/01/2026 (à confirmer par les organismes de tutelle),
- La réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (A.M.I.) correspondant à la date projetée d'ouverture, pour initier la C.P.O.M. et bénéficier de financements supplémentaires.

Les modalités de fonctionnement et d'organisation du futur Service Autonomie à Domicile qui découleront de la décision du Conseil d'Administration du C.C.A.S., seront soumises à l'avis de Comité Social Territorial.

Il est proposé au Conseil d'Administration d'approuver la constitution d'un Service Autonomie à Domicile « mixte » par regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au décret du 13 juillet 2023, à compter du 1 janvier 2026.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

Vu la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie

VU la Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n°2002-2 du 02 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU l'Article 44 de la Loi n° 2021-1754 du 23 décembre 2021 de financement de la sécurité sociale pour 2022,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif aux services autonomie à domicile,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L. 312-1 et L. 313-1-3,

CONSIDÉRANT, la nécessité de répondre aux obligations réglementaires de constituer un Service Autonomie à Domicile par regroupement du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile, selon les modalités du cahier des charges annexé au décret du 13 juillet 2023, à compter du 1 janvier 2026.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Approuve la constitution d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026, par fusion des autorisations du S.S.I.A.D. et du Service Prestataire d'Aide et d'Accompagnement à Domicile



11. Convention d'adhésion à l'Association des Médiateurs Européens-Médiateur de la consommation-Autorisation signature

Depuis le 1er janvier 2016, les organismes gestionnaires des Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.S.M.S.) ont l'obligation de se doter, à leurs frais, d'un médiateur de la consommation d'accès gratuit pour les usagers, sous peine de s'exposer à une amende administrative de 15.000 € maximum.

En tant que prestataires de services, les 4 résidences autonomie et le service prestataire du C.C.A.S. de Rouen sont concernés par cette obligation légale et doivent proposer à leurs usagers le recours gratuit à un médiateur de la consommation, en vue de la résolution amiable de tout éventuel litige portant sur l'exécution du contrat de fourniture de services. D'ici à décembre 2025 et afin d'être autorisé à poursuivre son activité, le Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.) devra s'adjoindre l'activité du service prestataire et deviendra un Service Autonomie à Domicile (S.A.D.), soumis également à l'obligation de nommer un médiateur de la consommation.

Le C.C.A.S. de Rouen est libre de faire appel au médiateur de la consommation de son choix, figurant sur la liste des médiateurs habilités par la Commission d'Evaluation et de Contrôle de la Médiation de la Consommation (C.E.C.M.C.). Le C.C.A.S. de Rouen choisit de conventionner avec l'association des Médiateurs Européens, prise en sa qualité d'entité de la médiation de la consommation AME Conso, avec qui la Fédération Nationale des Associations de Directeurs d'Établissements et Services pour Personnes Agées (F.N.A.D.E.P.A.) a mis en place un partenariat pour ses adhérents.

L'adhésion, d'une durée de 3 ans, à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso s'élève à 84 € TTC pour chacune des résidences autonomie et pour le service prestataire/S.A.D.

Le coût de la médiation de la consommation est fixé de la manière suivante :

Montant sollicité par le consommateur (Unité)	Montant à la charge du CCAS de Rouen
De 0 à 200 €	70 € HT soit 84 € TTC
De 201 € à 1.000 €	165 € HT soit 198 € TTC
De 1.001 € à 5.000 €	330 € HT soit 396 € TTC
A partir de 5.001 €	550 € HT soit 660 € TTC

L'obligation de communication des informations relatives à la médiation de la consommation sera mise en œuvre auprès des résidents et des familles et de l'ensemble des usagers du futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.). Les résidents déjà présents seront tenus informés via les prochains conseils de vie sociale. Pour les futurs résidents, l'information sera communiquée dans les contrats de séjour. Une information sera également mentionnée sur le site internet de la Ville de Rouen et par voie d'affichage au sein des établissements et services.

Lesdites conventions individuelles sont annexées au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Adhérer à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso pour une durée de 3 ans,
- Autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions individuelles concernant les résidences autonomie Trianon, Rose des sables, Saint-Filleul, Bonvoisin et celle concernant le service prestataire et futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.),

- Mentionner les coordonnées de l'AME Conso lors des prochains conseils de vie sociale, dans les contrats de séjour et autres documents individuels de prise en charge, ainsi que par voie d'affichage au sein des établissements et services.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R.123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles.

VU l'Article L. 612-1 du Code de la Consommation,

VU l'Article R. 156-1 du Code de la Consommation,

VU le Décret n° 2015-1382 du 30 octobre 2015 relatif à la médiation des litiges de la consommation,

VU l'Ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation,

CONSIDÉRANT l'obligation légale qui incombe au C.C.A.S. de Rouen en matière de désignation d'un médiateur de la consommation pour les résidences autonomie, le service prestataire et le S.S.I.A.D., en devenant un Service Autonomie à Domicile, d'ici 2025,

CONSIDÉRANT le partenariat de la F.N.A.D.E.P.A. avec l'entité de la médiation de la consommation AME Conso, mis en place pour ses adhérents, et dont le C.C.A.S. de Rouen fait partie.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Décide d'adhérer à l'entité de la médiation de la consommation AME Conso pour une durée de 3 ans,
- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à signer les conventions individuelles concernant les résidences autonomie Trianon, Rose des sables, Saint-Filleul, Bonvoisin et celle concernant le service prestataire et futur Service Autonomie à Domicile (S.A.D.),
 - Mentionne les coordonnées de l'AME Conso lors des prochains conseils de vie sociale, dans les contrats de séjour et autres documents individuels de prise en charge, ainsi que par voie d'affichage.
 - Autorise l'affichage au sein des établissements et services des coordonnées de l'AME Conso.



12. Charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime- Précarité alimentaire-Autorisation adhésion

Dans le cadre de la lutte contre la précarité alimentaire, une commission départementale copilotée par

la Préfecture, l'État et le Département est déployée depuis 2021. L'objectif de cette commission porte sur la coordination des acteurs du Département pour :

- améliorer la couverture territoriale et la prise en charge des différents publics,
- renforcer la lutte contre le non-recours et identifier les besoins complémentaires,
- mettre en place les moyens partagés,
- poursuivre la formation des acteurs,
- assurer collectivement la réduction des inégalités de traitement pour une meilleure réponse aux besoins.

Le Centre Communal d'Action Sociale de Rouen est un membre actif de cette commission et participe aux groupes de travail. La commission propose à ses membres d'adopter une charte encadrant les modalités de fonctionnement de la commission et les objectifs attendus. Cette charte a fait l'objet d'un groupe de travail et a été élaborée collectivement.

Ladite charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime est annexée au projet de délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adhérer à la charte ci-annexée prenant effet à sa date de signature jusqu'en 2029.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-22,

VU la charte de la commission départementale de coordination de la Seine-Maritime,

CONSIDÉRANT, l'intérêt de mettre en place une charte afin d'acter collectivement des modalités de fonctionnement et des objectifs attendus dans la lutte contre la précarité alimentaire.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITE DE SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à adhérer à la charte ci-annexée prenant effet à sa date de signature jusqu'en 2029.

Mme LELAIT souhaite avoir plus d'informations sur cette coordination et les membres participant.

Mme la Vice-Présidente lui indique que le CCAS de Rouen était à l'origine de cette démarche. Par la suite, l'Etat en a repris le pilotage en déléguant la coordination au Département. Plusieurs partenaires y participent tels que Solépi, Solidarité Plateau, la Banque alimentaire, le Secours Populaire, etc...

Mme ALAZARD alerte sur la problématique des usagers qui recourent à plusieurs structures, pouvant ainsi priver d'autres bénéficiaires.

Mme DUTARTE précise que ce sujet devrait, également, être abordé au vu de l'augmentation des bénéficiaires et du manque de moyens pour y faire face. De plus, elle rappelle que les inscriptions sont à la discrétion des associations et que la Ville de Rouen n'a pas de convention avec les restos du cœur.



13. Demande de subvention pour l'accueil de jour la Chaloupe auprès de la Direction Départementale de l'Emploi du Travail et des Solidarités

La Chaloupe est un accueil de jour ouvert au public du lundi au vendredi de 9 h 30 à 16 h 30.

La structure a pour objectifs :

- d'offrir un accueil individualisé à des personnes en grandes difficultés sociales ayant dormi dehors, dans un cadre d'hébergement d'urgence ou étant hébergées de manière précaire (amis, squat, voiture...),
- de proposer des activités permettant de s'alimenter, se reposer, retrouver sa dignité, accéder à ses droits et tisser des liens sociaux et accéder aux soins.

La Chaloupe est également service instructeur dans le cadre du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (S.I.A.O.) Urgence et mise à l'abri pour les personnes qui fréquentent la structure.

Description :

- Offrir une prestation repas en lien avec le C.H.U. du lundi au vendredi.
- Offrir une possibilité d'accompagnement pour des demandes de soins, pour améliorer les conditions d'hébergement, pour accéder aux droits.
- Organiser des activités diversifiées pour donner envie d'améliorer ses conditions de vie.
- Organiser des rencontres entre les bénéficiaires et des professionnels de santé (thèmes prévus : les infections sexuelles transmissibles, la prévention de la tuberculose, les dépendances...).
- Organiser des permanences hebdomadaires assurées par l'U.M.A.P.P., le C.H.S.R., Emergences, l'U.M.A.S., Inser'Santé, la Boussole.

La Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités a confirmé le renouvellement du financement de l'action pour l'année 2024.

Sa contribution financière serait de 162 012 € correspondant à 32,10 % du coût total de l'action intégrant la contribution financière de l'État pour compenser le coût de la revalorisation salariale des professionnels de la filière socio-éducative, dans le secteur « Accueil, Hébergement, Insertion » (A.H.I.), exerçant un métier référencé même sans détenir un diplôme particulier. L'ensemble des agents exerçant à la Chaloupe sont considérés par l'État comme exerçant des fonctions de moniteur éducateur.

Le dossier de demande de subvention est annexé au projet de délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S ou son représentant à signer la demande de subvention avec la Direction Départementale de l'Emploi,

du Travail et des Solidarités pour l'année 2024.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article R.123-20,

CONSIDÉRANT l'engagement du C.C.A.S. de Rouen dans le parcours 177 « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » du ministère de la cohésion des territoires.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ SES MEMBRES:

- Autorise Monsieur le Président du C.C.A.S. de Rouen ou son représentant à signer la demande de subvention avec la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités pour l'année 2024,
- Dit que les crédits seront inscrits au budget principal au chapitre 74 « Dotations, subventions et participations » au compte 74718 « Etat ».



14. Lettre de mission de Madame la Vice -Présidente

La lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020 précise les actions à conduire au sein de la structure. Depuis les séances du Conseil du vendredi 26 mars 2021 Madame la Vice-Présidente fait le retour des actions engagées en ce sens.

Lors de la séance du Conseil d'Administration du C.C.A.S. du jeudi 26 septembre 2024 Madame la Vice-Présidente présentera un nouveau point d'étape qui sera notifié dans le procès-verbal.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article R123-20 du Code l'Action Sociale et des Familles,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen en date du 25 avril 2024 relative à l'élection de la vice-présidence du C.C.A.S. de Rouen,

VU la lettre de mission du Président du C.C.A.S. en date du 24 décembre 2020,

APRÈS NOTIFICATION DE MADAME LA VICE-PRÉSIDENTE,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

- Prend acte des actions engagées au sein du C.C.A.S. de Rouen

Lors de cette séance Madame la Vice-Présidente a abordé les sujets suivants :

- **L'arrêt de l'activité de l'Atelier :** *ce dispositif existant depuis de nombreuses années est encadré par une convention avec le Département en lien avec le FSE. La convention en cours arrivera à échéance le 31 décembre 2025. L'activité de l'Atelier rencontre des difficultés financières liées au fait que le public majoritairement accueilli ne correspond plus au public cible visé dans la convention financement. A ce titre, le CCAS a effectué un recours auprès du Département au vu d'une demande de remboursement d'un montant de 67000€.*

De plus, le CCAS de Rouen est locataire du site où se déroule l'activité. Le bail arrivera à échéance le 09 mars 2025. Une réflexion a été menée en lien avec les services compétents de la Ville de Rouen afin d'évaluer l'opportunité et les risques pour le CCAS de renouveler ce bail en raison principalement de nécessaires travaux de mise en conformité du bien. Il a été mis en évidence que l'activité ne pouvait plus perdurer compte tenu des risques incendies encourus.

D'ores et déjà, les agents ont arrêté la récupération des meubles et s'attellent à réduire progressivement le stock de meubles (dons aux bénéficiaires, déchetterie pour ce qui ne correspond pas une demande). Des échanges sont en cours entre le propriétaire, le CCAS et la Régie des Quartiers de Rouen, qui est locataire du CCAS pour la moitié du site sur les conditions de restitution des locaux. A noter que la Régie des quartiers souhaite pouvoir rester dans les locaux.

Par ailleurs, le CCAS engage un travail en interne et avec ses partenaires sur les alternatives qui pourraient s'envisager au bénéfice du public accueilli et au regard de l'utilité des missions développées par l'Atelier.

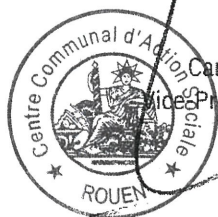
- **Expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » - point d'avancement du projet :**
Le Ministère du travail a donné un avis favorable pour que le Conseil d'Etat habilite notre territoire.
- **Evaluation des Résidences Autonomie et du CLIC :** *Mme la Vice-présidente félicite les équipes du travail accompli depuis un an pour préparer les évaluations. A la suite des évaluations menées sur site au cours des deux dernières semaines, les premiers retours des évaluateurs s'avèrent globalement très positifs. Une présentation des résultats des évaluations sera faite lors d'un prochain Conseil d'Administration après réception des rapports définitifs.*
- **Temps forts à venir :**
 - *Repas à thème dans les résidences autonomie ce jour et demain*
 - *Semaine bleue à partir du lundi 30 septembre*

Mme LELAIT souhaite informer les membres présents que le théâtre-forum « Les seniors dans la Ville, quelles difficultés ? » programmé en lien avec le projet des Marches exploratoires Séniors et la recherche-action réalisée avec l'ODAS, se déroulera à l'Hôtel de Ville le 14 octobre après-midi.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant la parole, la séance est levée à 16h30.

Date du prochain Conseil : 15 octobre 2024 à 15h30.

Président de Séance



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Secrétaire de séance



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S.